



EDITO

Le Parti Radical en ordre de marche !

A un an des élections municipales, notre Parti se prépare et s'organise sur l'ensemble de nos territoires.

Après le renouvellement de l'équipe nationale, chaque fédération a tenu son assemblée générale pour élire le bureau départemental PR. Prochaine échéance : l'élection des responsables départementaux UDI entre mi-avril et mi-mai, à laquelle chaque adhérent radical sera convié à participer. Notre organisation, aussi bien au niveau du Parti Radical que de l'UDI, se structure, condition *sine qua non* de notre efficacité et de notre succès politique.

Alors que le Gouvernement est dans l'incapacité de faire face à la crise et aux difficultés économiques et sociales de nos concitoyens, semaine après semaine, mois après mois, à travers les Rencontres de Valois, les Conventions nationales UDI, les débats parlementaires, ou les contributions des fédérations, nous bâtissons un projet d'alternance indispensable à notre pays.

Cette alternance, nous devons la concrétiser en 2014, avec les élections municipales, puis européennes et sénatoriales.

Nous comptons sur vous pour contribuer à la réussite du Parti Radical et de l'UDI !

Laurent Hénart
Secrétaire général

AGENDA

Informations complémentaires sur le site du Parti www.partiradical.net



La Génération numérique peut-elle relancer notre économie ?

Samedi 9 mars 2013 à 14h30
Partiradical à Paris de Valois - Paris 1er



Judi 7 Mars 2013 14 H à 19 H
salle 11 E.A.C.
33 rue de la Boétie PARIS 8^e

COLLOQUE VLF :
« Violence, précarité, les Femmes en sont les cibles. »



Le club organise un petit déjeuner

Mercredi 13 mars de 8h30 à 10h

au café le Royal Valois, Paris 1^{er} :

« Financement de l'économie, où en est le couple « banque-PME » »



Sommaire

EDITO

- ❖ Le Parti Radical en ordre de marche

AGENDA

- ❖ Rencontres de Valois, 5 mars
Rencontres de Valois, 2 avril
- ❖ Colloque Vivent les Femmes, 7 mars
- ❖ Convention Jeunes radicaux, 9 mars
- ❖ RDV du CER, 13 mars

ACTUALITE POLITIQUE

- ❖ Débat sur la transition énergétique
- ❖ La réforme des rythmes scolaires

ACTUALITE PARLEMENTAIRE

- ❖ L'Assemblée Nationale vote le projet de loi sur le mariage homosexuel
- ❖ Un radical sur l'intervention au Mali : Point de vue de Didier BARIANI

ACTUALITE DES FEDERATIONS

- ❖ L'UDI dans les fédérations
- ❖ Préparation des élections en vue des municipales
- ❖ Motion Républicaine pour la défense de nos territoires

RETOUR SUR L'ACTUALITE

- ❖ Ils l'ont dit

EN PLUS

- ❖ Quelques mots sur les Rencontres de Valois du 5 février : « Le financement des dépenses sociales »
- ❖ Le billet des Jeunes Radicaux

ACTUALITE POLITIQUE

Débat sur la transition énergétique

Bertrand Pancher interpelle le Ministère de l'Écologie : il est urgent de sensibiliser nos concitoyens !

Bertrand PANCHER, se félicite du lancement d'un site participatif consacré au débat sur la transition énergétique <http://www.transition-energetique.gouv.fr/>

Cependant, le Député de la Meuse déplore que ce site fasse totalement l'impasse sur les possibilités offertes pour agir dans un cadre européen par exemple en matière de cohérence des réseaux électriques et de conditions de développement des énergies renouvelables.

Cette réflexion commune, au niveau européen, permettrait notamment de réduire les coûts et de dépasser les difficultés techniques induites par cette transition.

Aussi, Bertrand PANCHER en appelle au Ministère de l'Écologie pour que cette erreur soit rapidement réparée afin que les débats et réflexions à venir ne soient pas privés de l'éclairage européen.



La réforme des rythmes scolaires

par Simon-Pierre Trézéguet,
Secrétaire national à l'Éducation

Les déclarations du Ministre Peillon sur les congés d'été, alors même que la réforme du rythme hebdomadaire n'est pas encore installée, témoignent d'une absence de ligne directrice, d'une sorte d'improvisation permanente pour déplacer le débat. Elles cherchent surtout à **masquer les vrais défis qui attendent l'École, et l'absence de vision** pour y faire face.

L'école de la République est en situation d'échec. Toutes les enquêtes nationales ou internationales pointent une progression de l'illettrisme chez les jeunes de 15 ans, ce qui constitue l'une des raisons majeures aux 150 000 jeunes sortant sans diplôme du système éducatif. La compétence et l'implication de nombreux enseignants parviennent encore à atténuer ce constat, mais les Français sentent bien que leur École est dans l'impasse.

Une profonde remise en cause de l'organisation de l'École doit être conduite. La réforme des rythmes scolaires n'est qu'un aspect de cette mutation de l'École que nous appelons de nos vœux. **Nous appelons le gouvernement à lancer une très large consultation, non seulement sur le rythme hebdomadaire, mais aussi sur le rythme annuel et sur les contenus des programmes.**

Ces trois éléments doivent être traités ensemble, et l'empilement de

réformettes symboliques mais mal préparées et non financées nuit à l'efficacité recherchée.

Nous appelons aussi le gouvernement à profondément repenser l'École de la République. La centralisation de son organisation a répondu aux besoins de démocratisation (fin du XIX^{ème} siècle) puis de massification (à partir des années 60). **Au XXI^{ème} siècle, le défi que l'École doit relever est celui de l'individualisation des parcours.** Et seule une organisation largement décentralisée, favorisant l'autonomie et les initiatives, pourra répondre à ce défi.

La profonde réforme de l'École qui est nécessaire ne doit donc pas viser à restaurer une gloire passée et magnifiée, mais à **inventer un nouveau modèle** en phase avec la société d'aujourd'hui, plus diverse, dans un monde plus incertain. Seul un projet politique ambitieux et cohérent pourra rassembler les citoyens, entraîner l'adhésion des enseignants et mobiliser les collectivités locales qui auront un rôle de plus en plus déterminant à jouer.

Ce Grenelle de l'éducation que nous demandons serait donc le lieu de la concertation pour qu'une vision nouvelle prenne corps. Les petites phrases du Ministre, sans doute pertinentes sur le fond, mais délétères sur la forme et le tempo, ne doivent pas nous faire oublier l'essentiel : **une jeunesse bien formée est le fondement d'une citoyenneté éclairée, républicaine.** C'est aussi la base de notre future compétitivité.

ACTUALITE PARLEMENTAIRE

L'Assemblée nationale vote le projet de loi sur le mariage homosexuel

L'Assemblée Nationale a voté la loi pour l'ouverture au mariage du même sexe le 12 février après une dizaine de jours de débats houleux.

A partir du 2 avril, le texte doit être examiné par le Sénat.

Si une majorité de députés du groupe UDI a voté contre le projet, deux grandes figures radicales ont voté pour : Jean-Louis Borloo et Yves Jégo.



L'intervention au Mali dans l'Hémicycle

Jean-Louis Borloo a déclaré "Si rien n'avait été fait, Bamako serait tombée. Il fallait stopper l'opération des trois groupes islamistes" au sud. Il a également appelé à la réunion d'un conseil européen extraordinaire, ainsi qu'à la création d'une « coalition européenne avec un soutien politique, militaire et financier ».

Point de vue de **Didier Bariani**, Ancien secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, Président d'honneur du Parti Radical

L'intervention au Mali : "En attendant Godot... ou l'Europe"

L'intervention au Mali nous le montre : il est grand temps que la politique extérieure et de sécurité de l'Europe, définie dans le traité de Maastricht, s'incarne enfin dans l'action pour la défense de nos valeurs communes : **il n'est pas digne de laisser plus longtemps la France seule au Mali** : nos forces ne devraient pas avoir à intervenir seulement au nom de liens historiques, mais au nom d'une Union qui ne saurait admettre l'idée d'abandonner l'Afrique de l'Ouest aux mains des terroristes et de la charria. (...)



Cette guerre, portée dignement par le chef de l'État, n'est pas une guerre de la France au secours de son ancienne colonie : **c'est une guerre de valeurs, une lutte contre la barbarie (...)**

L'Europe est donc appelée en renfort, mais l'Europe le veut-elle, l'Europe le peut-elle ? (...)

Pour la majeure partie de nos concitoyens européens en effet, le Sahel n'a pas de visage, pas de forme. Nous l'avions bien vu du reste au manque d'intérêt suscité par le projet



d'Union Pour la Méditerranée.

Si l'Europe de la défense n'existe pas, faut-il pour autant accepter que la défense en Europe n'existe plus et que l'Europe renonce à se défendre ?

De Paris à Londres, Rome, Madrid ou Berlin, la rigueur a eu pour principale victime les budgets de défense. (...) Plus aucun pays européen ne consacre à sa défense les 2% du PIB longtemps tenus au sein de l'OTAN pour un minimum réaliste.(...)

Dans son désengagement militaire, l'Europe est allée beaucoup trop loin ; elle court le risque fort de n'être bientôt plus qu'un acteur mineur de l'histoire du monde. (...)

Si un peu de lumière pouvait venir du Sahel pour que les dirigeants européens combattent au moins leur propre immobilisme, ce ne serait pas le moindre mérite de l'intervention française au Mali.

ACTUALITE DES FEDERATIONS

L'UDI dans les Fédérations

Bertrand Pancher dans l'Aisne

Lors de sa visite à Laon dans l'Aisne pour le lancement de l'UDI 02 le 18 février aux côtés d'Hervé Morin , Président du Nouveau Centre, Aude Bono, Coordinatrice provisoire UDI et Ernest Templier, Conseiller général PR, le député de la Meuse, Bertrand Pancher, a souligné **l'importance de la structuration de l'UDI au niveau des départements afin de relayer au mieux les actions et les prises de positions au niveau national.** Bertrand Pancher s'est également réjoui du fait que l'UDI incarnait « un nouveau projet démocratique » auquel de nombreuses personnes, dont des jeunes et des gens qui n'avaient ni l'habitude ni l'intention d'adhérer à un parti politique, sont arrivées de manière spontanée.



Visite de Laurent Hénart dans la fédération du Val d'Oise

L'Assemblée Générale de la Fédération du Parti Radical du Val d'Oise s'est réunie le 22 février à Enghien pour élire son Président, Michel Montaldo, ainsi que son bureau départemental, en présence de **Laurent Hénart**, Secrétaire Général National du Parti Radical mais aussi de l'UDI.

Ce dernier a eu l'occasion d'exposer longuement l'action du Parti Radical au sein de l'UDI et plus largement dans le paysage politique français des années à venir, en insistant sur **l'élan très encourageant engendré par la création de l'UDI** il y a seulement quelques mois.

De nombreux sujets chers au Parti Radical mais aussi à l'UDI ont été abordés comme ceux de l'Europe, des territoires, des principes absolus de laïcité et de république.

Préparation des élections en vue des municipales

Les élections municipales 2014 sont d'ores et déjà une priorité dans chaque fédération. C'est dès aujourd'hui que se prépare cette échéance majeure pour notre Parti.

Si vous souhaitez être candidat, n'hésitez pas à vous manifester auprès de votre fédération départementale ou à radical@partiradical.net .

François Loos part en campagne à Strasbourg

François LOOS, ancien président du Parti Radical est déjà en campagne, plus d'un an avant les élections: "je vais visiter les marchés et m'occuper de chantiers. (...) Je vais prendre le temps de bien analyser les problèmes pour arriver à une force de proposition inégalable" a-t-il annoncé.

Motion républicaine pour la défense de nos territoires

Alors que le projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires et modifiant le calendrier électoral, a été examiné lundi 18 février à l'Assemblée nationale, l'initiative de François SAUVADET et soutenue par les élus radicaux et UDI vise à combattre **cette réforme qui aboutirait à la sous-représentation des territoires ruraux dans les futurs conseils départementaux**. La motion appelle à une représentation équilibrée des populations vivant sur les territoires.

RDV SUR LE SITE DU PARTI ET DE LA FNERR POUR SIGNER LA PETITION

www.partiradical.net - www.republiquedesterritoires.fr

Motion républicaine en Haute-Garonne : Nos territoires sont les cellules de base de la démocratie.

Ce texte est l'expression du sentiment de révolte qui a uni pour défendre les territoires, cellules de base de notre démocratie, Mr Philippe GIMENEZ, Conseiller Général du canton de Saint-Martory (FDG) Jean-Luc RIVIERE Conseiller Régional Midi-Pyrénées (Radical-UDI)

La parité est inscrite dans la Constitution et est la base du texte de loi qui réforme notamment les élections cantonales. A nos yeux, rien ne serait pire que d'appliquer cette noble ambition, conjointement à une sous-représentation des territoires. La fin d'une inégalité ne peut se traduire par la mise en place d'une nouvelle.

En Haute-Garonne, les nouveaux cantons rassembleront 46.000 habitants et souvent plus de 110 Communes. Au cœur du Comminges, l'arrondissement de St-Gaudens, n'aura plus que 2 cantons au lieu de 11.

Le lien entre Conseil Général et Conseil Régional, est majeur dans l'équilibre, la complémentarité et la collaboration des collectivités entre elles pour l'aménagement des territoires. La sous-représentation rurale se répercutera, d'une assemblée à l'autre, par la présentation des dossiers urbains plutôt que ruraux. La France est le plus vaste des pays de toute l'Europe. Ce serait un paradoxe, que la France donne le signal de ne plus reconnaître cette spécificité. Nous savons que la solidarité, tant des territoires entre eux, que la solidarité entre les hommes, n'est possible que dans le cadre d'une grande proximité

Républicains des territoires, à nos yeux ce projet a toutes les caractéristiques des textes de circonstances. Prenons le temps de l'évaluation de la réflexion. Pourquoi ne pas réfléchir, à un système de totale proportionnelle, qui représenterait toutes les familles de pensées politiques ?

Chacun doit avoir présent à l'esprit qu'une bonne cohésion sociale, encore plus en temps de crise économique, est totalement liée à une bonne cohésion territoriale. Unissons-nous pour défendre nos territoires !

RETOUR SUR L'ACTUALITE

Ils l'ont dit...

Au sujet des dotations aux collectivités locales, André Rossinot, Ancien Président du Parti Radical, Secrétaire Général de l'Association des Maires de France, de l'Association des Maires des Grandes Villes, Maire de Nancy et de Président de la Communauté urbaine du Grand Nancy s'est insurgé « contre ces méthodes et ce diktat » et « appelle tous les élus locaux à résister ».

Jean Louis Borloo, sur le débat européen de 2014 : « Pour les européens convaincus que nous sommes, le grand débat qui s'ouvrira l'an prochain doit être celui d'une Europe de la croissance, d'une Europe politique et d'une Europe sociale. »

Bertrand Pancher, Député de la Meuse au sujet de l'affaire Findus : « L'affaire de la viande de cheval fournie aux consommateurs (...) à leur insu dans les plats cuisinés de Findus et Comigel illustre l'exigence de transparence de l'ensemble de la chaîne agroalimentaire des pays occidentaux. »

Pierre Jarlier, sénateur du Cantal au sujet de la réforme de la taxe professionnelle : « Contrairement aux territoires à la fois résidentiels et productifs, les territoires ruraux et éloignés des grands centres urbains sont pénalisés par un marché immobilier peu attractif auquel s'ajoute une faible activité économique. »

Quelques mots sur les Rencontres de Valois

Mardi 5 février

« Le financement des dépenses sociales »

En présence d'Arnaud RICHARD, Député de Yvelines, membre de la Commission des Affaires sociales, Jean-Michel Grellet, Président de la Commission des Affaires Sociales, Jérôme Lejeune, Président de la Commission des Finances, Economie Générale

Le régime général de la sécurité sociale est en déficit structurel depuis de nombreuses années. L'Etat doit définir la politique de protection sociale et financer la part obligatoire des régimes sociaux. En revanche, le rôle des acteurs privés dans le financement des dépenses doit s'accroître.

Un compte rendu complet est disponible sur le site, dans la rubrique de la Commission des Finances et de l'Economie Générale

Le billet des Jeunes Radicaux



Le 21 février dernier, dans le cadre de la préparation du Comité Interministériel de la jeunesse organisé par le gouvernement, le **Forum Français de la Jeunesse (FFJ)**¹ a été reçu à Matignon par le Premier ministre Jean-Marc Ayrault et Valérie Fourneyron, Ministre des Sports, de la Jeunesse, de l'Éducation populaire et de la Vie associative.

Représentés par leur Président, Daniel Leca, et leur première Vice-présidente, Anne-Sophie Pala-Massoni, les Jeunes Radicaux ont ainsi remis aux côtés des 17 autres organisations de jeunes membres du FFJ leur second avis intitulé « De nouvelles politiques en direction des jeunes ». Ce dernier regroupe 13 propositions relatives à des thématiques telles que le logement, l'accès au droit commun, l'orientation ou encore la mobilité. Cette rencontre fut également l'occasion pour le Premier ministre et la ministre de présenter les grandes orientations du Comité Interministériel de la Jeunesse (CIJ) qui s'est réuni dans la foulée. Au terme de cette rencontre, les Jeunes Radicaux ont pu remarquer avec satisfaction que le Gouvernement est entré dans une démarche positive de dialogue et de consultation avec les jeunes. Sur le fond, les grandes priorités affichées semblent aller dans le bon sens dans la mesure où l'objectif est bien de sortir les jeunes de leur carcan et de les intégrer pleinement à la vie de notre pays. Parmi les idées soulevées par le Premier ministre, nombre d'entre elles sont présentes dans les deux « Manifestes »¹ que les Jeunes Radicaux ont préparés dans le cadre des élections présidentielle et législatives de 2012. Cependant, les Jeunes Radicaux ont exprimé leurs regrets quant aux résultats du CIJ qui n'a été selon eux qu'une succession de déclarations politiques. *« Il faut avouer que nous avons un Gouvernement qui prend enfin en compte la parole des jeunes et ce sans pour autant les considérer comme une catégorie à part de la société. Malheureusement, les déclarations d'intention n'ont jamais fait avancer les choses. Les Jeunes Radicaux seront vigilants et continueront de se mobiliser, sur tous les terrains, pour réconcilier les jeunes avec leur société et leur République »* a précisé Daniel Leca, dans le cadre d'une interview à la radio RTL.

SUR LES RESEAUX SOCIAUX



PartiRadicalOn

Parti Radical - Officiel



PARTI RADICAL
Liberté, Égalité, Fraternité

1, place de Valois - 75001 Paris
comm.partiradical@gmail.com
01 42 61 02 02